

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 309/00

ÉFAI – 000651 – AMR 34/038/00

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

« DISPARITION » PRÉSUMÉE / CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ

GUATÉMALA

Carlos Ignacio Orellana

les autres membres du *Frente de Pobladores de Guatemala* (FREPOGUA, Front des habitants des bidonvilles du Guatemala)

Londres, le 6 octobre 2000

Le fils d'une militante de premier plan qui mène campagne en faveur des droits des habitants des bidonvilles a été enlevé, et ses ravisseurs ont indiqué à sa famille qu'ils le torturaient.

Carlos Ignacio Orellana a été kidnappé sur l'Avenida Bolivar, dans la Zona 3 de la capitale, Guatemala, le 18 septembre. Ses ravisseurs ont utilisé son téléphone portable pour appeler sa mère et lui décrire les sévices qu'ils lui infligeaient.

La mère de Carlos Ignacio Orellana, Albertina Castillo Pérez, figure parmi les responsables du *Frente de Pobladores de Guatemala* (FREPOGUA, Front des habitants des bidonvilles du Guatemala). Elle préside le comité de quartier du bidonville du 17 décembre.

Des membres du FREPOGUA, qui revendiquent le droit à un logement décent pour plus de 5 800 familles, mènent une grève de la faim devant la résidence officielle du président, à Guatemala, depuis le 25 septembre. Ils ont fait l'objet de graves tentatives d'intimidation. Tôt dans la journée du 3 octobre, alors qu'il faisait encore nuit, ils ont été les cibles de coups de feu tirés à partir d'une voiture aux vitres teintées. Aux alentours de 13 heures, ce même jour, ils ont été attaqués par un groupe nombreux d'anciens membres de *Patrullas de Autodefensa Civil* (PAC, Patrouilles d'autodéfense civile). Ces milices, remplacées en 1994 par les *Comités Voluntarios de Defensa Civil* (CVDC, Comités volontaires d'autodéfense civile), ont prêté main forte à l'armée pendant la guerre civile guatémaltèque et ont été impliquées dans de nombreuses violations des droits humains, notamment des massacres de villages entiers. Elles ont été officiellement démantelées après la signature des accords de paix qui ont mis fin au conflit en 1996, mais il semble que ces unités opèrent toujours dans plusieurs régions du pays.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Le gouvernement s'est livré récemment à un certain nombre de déclarations très inquiétantes, laissant entendre que des militants des droits humains participaient à une campagne de déstabilisation du pays, tout en affirmant qu'ils risquaient d'être attaqués par les groupes engagés dans cette même campagne. Au Guatemala, des observateurs estiment que ces propos ont pu constituer un signal – intentionnel ou non – indiquant que les organisations non gouvernementales (ONG) et les défenseurs des droits humains sont des cibles légitimes, les mettant tout particulièrement en danger.

Le 28 septembre, le ministre de l'Intérieur a déclaré : « [Il] y a des groupes qui veulent créer l'instabilité, susciter le chaos et l'anarchie. [Ces groupes] projettent de faire sauter des bombes qui disperseront des tracts de propagande en explosant [...] ils incendieront également les sièges d'ONG. » Le vice-président du *Congreso* (Congrès), le Parlement guatémaltèque, Leonel Soto Arango, a affirmé deux jours plus tard : « Le ministre de l'Intérieur et le directeur de la police nationale civile nous ont informés que certains individus, qui affirment être des militants des droits humains, veulent créer l'instabilité dans le pays en provoquant des affrontements. »

Quelques jours après ces déclarations, deux hommes lourdement armés ont attaqué des membres d'une organisation participant à l'exhumation des corps de villageois, enterrés dans des charniers après avoir été tués pendant la guerre civile guatémaltèque, et ont volé une de leurs camionnettes. Le lendemain, un vol avec effraction a été commis dans les bureaux de l'*Asociación de Estudiantes Universitarios* (AEU, Association des étudiants de l'Université) de l'Université Autonome de San Carlos (USAC), à Guatemala. Cette association prend fréquemment position sur des questions politiques et relatives aux droits humains. Étant donné la vague d'infractions de droit commun que connaît actuellement le Guatemala, il est difficile de savoir qui sont les responsables de ces agissements. Toutefois, comme indiqué précédemment, ils s'inscrivent dans un contexte de menaces et de violences dirigées contre les membres d'organisations de défense des droits humains.

ACTION RECOMMANDÉE : aérogramme / lettre par avion / fax / courrier électronique (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- dites-vous préoccupé par la sécurité de Carlos Ignacio Orellana, qui a été enlevé le 18 septembre dans la ville de Guatemala ;
- exhorte les autorités à mener dans les plus brefs délais une enquête indépendante sur son enlèvement ;
- demandez instamment, s'il s'avère que Carlos Ignacio Orellana est aux mains de la police, qu'il soit relâché, à moins d'être conduit sans délai devant un tribunal compétent ;
- appelez les autorités à ouvrir immédiatement une enquête sur les attaques dont ont été victimes des manifestants du *Frente de Pobladores de Guatemala* (FREPOGUA, Front des habitants des bidonvilles du Guatemala), et à traduire en justice les responsables présumés.

APPELS À :

Président de la République :

Lic. Alfonso Portillo Cabrera
Presidente de la República de Guatemala
6^a Avenida « A » 4-18, Zona 1
Ciudad de Guatemala, Guatemala
Fax : 502 221 4423 / 221 4537

Formule d'appel : *Excelentísimo Señor Presidente,* /
Monsieur le Président de la République,

Ministre de l'Intérieur :

Sr. Byron Barrientos
Ministro de Gobernación
Ministerio de Gobernación
6^a Avenida 4-64, Zona 4
Ciudad de Guatemala, Guatemala
Fax : 502 362 0239 / 362 0237

Formule d'appel : *Señor Ministro,* / Monsieur le Ministre,

Président du Congrès :

Gral. Efraín Ríos Montt
9^a Avenida 9-44, Zona 1
Ciudad de Guatemala, Guatemala
Fax : 502 220 4024

Formule d'appel : *Señor Presidente del Congreso,* /
Monsieur le Président,

COPIES À :

Front des habitants des bidonvilles du Guatemala :

Frente de Pobladores de Guatemala (FREPOGUA)
Fax : 502 221 3257

Courriers électroniques :
frepogua@internetdetelgua.com.gt

Journal :

CERIGUA
2^a Calle 1-42, Zona 1
Ciudad de Guatemala, Guatemala
Tél/Fax : 502 238 1456 / 221 2521
Courriers électroniques : cerigua@guate.net

Journal :

Prensa Libre
13 Calle 9-31, Zona 1
Ciudad de Guatemala, Guatemala
Tél/fax : 502 230 1384
Fax : 502 251 8768 / 230 2193 / 230 2257
Courriers électroniques :
medios electronicos@prensalibre.com.gt
nacional@prensalibre.com.gt

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Guatemala dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 17 NOVEMBRE 2000, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi.
La version française a été traduite et diffusée par les Éditions Francophones d'Amnesty International - EFAI -*